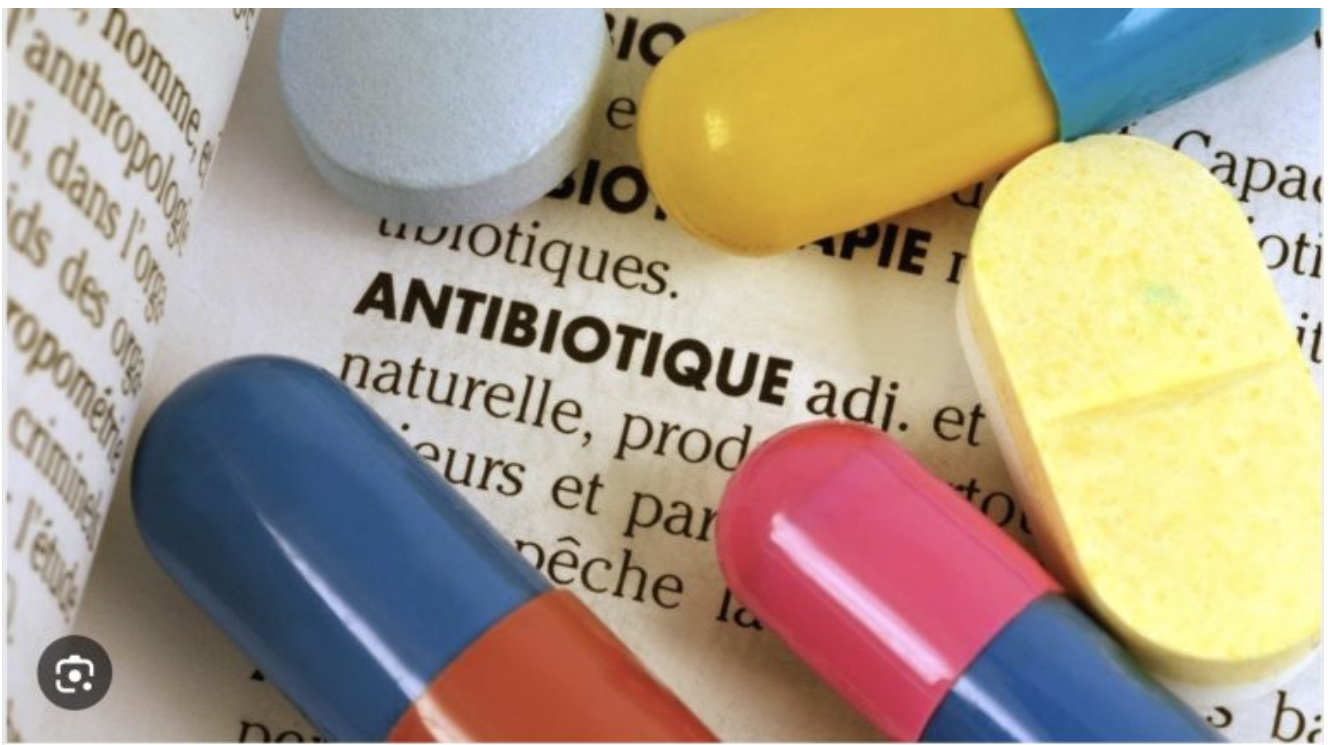


Macron facilite la prise d'antibiotiques dans un pays qui en prend déjà trop !

écrit par Jacques Martinez | 2 septembre 2023



Pour « renflouer » les grands labos ?

Mais jusqu'au fond de quel gouffre M. Macron va-t-il entraîner notre France ???

Voilà que les pharmaciens vont prescrire des antibiotiques sur simple déclaration du prétendu malade dans un pays déjà en « overdose » en la matière !!!

Ce n'est tout de même pas pour...? Vous avez raison : ce n'est pas pour... regonfler son orgueil ni même les caisses des grands laboratoires internationaux. Et encore moins pour remettre au pas, les généralistes qui -quel scandale !- veulent être augmentés !

Certes, pharmacien est une profession honorable mais donner à un fournisseur (quel qu'il soit) le pouvoir de décider de vendre ou pas son produit (quel qu'il soit), que risque de décider ce fournisseur, aussi professionnel soit-il ?

Quand on sait que l'on accuse les Français d'être « accros » aux antibiotiques-personnellement, je suis heureux de ne jamais avoir dû en prendre de ma vie- « accros » à un point tel que leur santé en pâtit souvent et dangereusement jusqu'à mettre leur vie en danger...

D'ailleurs, même le site le mieux informé sur ce sujet puisqu'il s'agit de santepubliquefrance.fr, le reconnaissait, le 18 novembre dernier, à l'occasion de « la Semaine Mondiale pour un bon usage des antimicrobiens » et de « la Journée Européenne d'information sur les antibiotiques » !

En publiant avec ses partenaires les « données annuelles de la consommation et de la résistance aux antibiotiques », ainsi que « les pistes d'actions pour l'avenir dans une approche 'Une Seule Santé' », Santé Publique France rappelait une « spécialité » qui sévit en nos frontières :

« **La France reste parmi les pays européens les plus consommateurs d'antibiotiques (4e rang depuis 2018)** selon

les données de la surveillance ESAC-Net (European Surveillance of Antimicrobial Consumption Network). Il est donc primordial de continuer à promouvoir et d'amplifier les actions en faveur d'un bon usage des antibiotiques auprès de tous les acteurs concernés : citoyens, patients, professionnels de la santé humaine et animale, et décideurs. La résistance bactérienne chez les entérobactéries, en particulier chez *Escherichia coli*, semble s'inscrire à la baisse en 2021 pour ce qui est de la résistance aux céphalosporines de 3e génération, mais sur plusieurs années l'évolution est fluctuante. Ceci souligne l'importance de maintenir un haut niveau de prévention des infections à bactéries résistantes dans les trois secteurs de soin : ville, Ehpad et ES » (Etablissements et Services).

Tout naturellement, l'Institut Pasteur le confirme : « **En France, en dépit d'un Plan national pour préserver l'efficacité des antibiotiques, la consommation d'antibiotiques reste anormalement élevée comparée à d'autres pays européens.** »

La mise au point par la recherche médicale d'antibiotiques qui « tuent les bactéries, ou bloquent leur prolifération. », « c'est une des découvertes les plus importantes de la médecine qui a sauvé et qui sauve des millions de vies chaque année, mais leur efficacité est menacée car les bactéries peuvent s'adapter et résister au traitement. » Entre autres, en raison d'une surconsommation par certains malades de ces antibiotiques, « les bactéries résistantes sont devenues insensibles à ces drogues. » Et, ainsi, « en Europe, le Centre européen de contrôle et de prévention des maladies (ECDC) évalue à 33 000 le nombre de décès résultants de bactéries résistantes aux antibiotiques. »

Le pire, « des bactéries peuvent être résistantes (...) à plusieurs antibiotiques : on parle alors de bactéries multirésistantes ou BMR. »

L'Institut Pasteur précise même que, parfois, plus aucun antibiotique n'est efficace entraînant le décès du malade : « Dans des cas extrêmes, heureusement encore très rares, une bactérie peut être résistante à tous les antibiotiques utilisables chez l'homme. Elle est dite alors pan-résistante et peut entraîner une impasse thérapeutique avec plus aucun traitement possible. Les BMR les plus inquiétantes sont les entérobactéries multirésistantes – les entérobactéries comme *Escherichia coli* et *Klebsiella pneumoniae* sont des bactéries du tube digestif responsables d'un très grand nombre d'infections ; les staphylocoques dorés résistants à la méthicilline, les bacilles tuberculeux multirésistants, ou encore le bacille pyocyanique et les *Acinetobacter baumannii* qui sont des bactéries infectant les poumons de personnes atteintes de mucoviscidose et qui sont responsables d'infections nosocomiales (acquises en milieu de soin de santé, en particulier les hôpitaux et les cliniques). »

Certes les pharmaciens ne vont pas s'occuper de décider de médicaments pour les plus dangereuses bactéries mais pour celles plus courantes et moins graves. Mais est-ce la solution de les mettre devant ce dilemme : « *J'hésite entre vendre à ce malade cet antibiotique qui, même s'il ne souffre pas de cette pathologie, ou, parce que, j'en suis presque certain, il ne souffre pas de cette pathologie, je ne lui prescris rien ?* » Ne pensez-vous pas que quelques rares pharmaciens ne se diront pas : « *Allez, je lui prescris puisque, même s'il n'a rien, cela ne lui fera aucune mal...* »

Ne va-t-on pas vers une « augmentation » de la... « surconsommation » d'antibiotiques ???

Toujours est-il que, comme le précise Sud-Ouest daté du 1er septembre, « concrètement, la délivrance d'antibiotiques en officine concernera deux pathologies. **Le ministre de la Santé Aurélien Rousseau est revenu vendredi matin sur la mesure annoncée la veille par le Premier ministre lors de sa**

visite à Rouen. Il s'agit d'élargir, sous conditions, les compétences des pharmaciens en leur permettant de prescrire des antibiotiques pour les cystites – infections urinaires – et les angines. Le ministre de la Santé insiste bien sur le fait qu'il ne s'agit en aucun cas de se substituer au médecin mais de travailler « en équipe, dans un protocole validé ». »

Certes, une guerre entre médecins et pharmaciens est peu probable, mais, dès l'annonce de cette « décision macronesque » par son « exécutrice testamentaire », le jour même, jeudi, MG France, le plus important syndicat des médecins généralistes -eux-mêmes les plus importants en nombre-, a réagi sur France Info, par la voix de sa Présidente elle-même, le Dr Agnès Giannotti. Une réaction du genre : ok dans les déserts médicaux -comme cela se pratique d'ailleurs déjà- mais pas où il y a un médecin d'autant que cela ne prend que peu de temps tout en représentant tout de même 4 patients sur 10 !

Pour la Présidente de MG France, la coopération des pharmaciens là où les généralistes sont « en difficulté, c'est parfait, quand cela se fait dans le cadre d'un exercice coordonné », et cela « peut être utile dans certains territoires... » ajoutant aussitôt : « ...et pas dans d'autres. » D'autant que, selon elle, « **ce sont des mesures cache-misère** » !

Pour ces pathologies, « **ce sont des actes simples qui ne prenaient quasiment pas de temps. Les soins non programmés de notre patientèle, c'est déjà 40 % de notre activité.** »

Elle a tenu à rappeler un point essentiel auquel MG France est viscéralement attaché à savoir « le retour d'information dans le dossier médical » et « cela ne règle pas le problème de l'accès au médecin traitant. » **Elle déplore que « les gouvernements successifs n'aient pas fait ce qu'il fallait pour que les Français puissent avoir accès à un médecin traitant.** » D'où sa remarque suite à la décision de permettre aux pharmaciens de prescrire des antibiotiques :

« Donc ça ne traite pas le problème principal. Car ce qui prend du temps aux médecins, « ce sont les patients lourds. Ce ne sont pas les actes simples. »

Si elle reconnaît ne pas avoir d'opposition à cette décision de Mme Borne, le Dr Agnès Giannotti met le doigt sur un point vital pour le patient : elle redoute fortement le risque d'effets secondaires notamment pour « quelqu'un qui ferait des cystites à répétition, des angines à répétition ou des allergies à un médicament. Il faut tout simplement qu'on ait un retour d'information. » D'où son souhait

insistant d'avoir « absolument » ce retour dans le dossier médical, cela pour le bien des patients mais avec cette crainte : « ce qui n'est peut-être pas forcément prévu. »

D'autant que les patients sont déjà pénalisés par le fait que ne sont toujours pas résolus par l'État les problèmes grévant « les conditions de travail et l'attractivité du travail de médecin généraliste traitant. » Elle regrette l'actuelle situation du corps médical et alerte les autorités sur le fait que « le nombre de généralistes diminue d'année en année. » Actuellement, a fait remarquer la Présidente de MG France, « au concours de spécialités des médecins, il y a moins de 2 % des postes offerts de médecine générale qui étaient pris par les 500 premiers. Cela veut dire que notre profession n'est plus du tout attractive.

Cela pose un vrai problème. » Sauf que le « problème » est ailleurs : il est -ce n'est pas le Dr Agnès Giannotti qui le dit mais nous-à la tête de l'État, Président et Premier (euh, j'ai oublié un « e »?) Ministre compris !

En effet, en raison de décisions prises au plus haut des Universités, au lieu de faciliter la formation de médecins, celle-ci est réglementairement c'est-à-dire bêtement réductrice : certains étudiants « blackboulés » dès la première année pour quelques points, sont interdits de redoublement et donc contraints d'aller passer leur diplôme à l'étranger pour, ensuite, l'exercer le plus légalement

possible ! Mais où ?... En France ! Pardi !

Avant de s'quitter, on va s'prendre un p'tit antibiotique ?
Mon pharmacien m'attend : il m'a préparé une p'tite séance
de dégustation...

JACQUES MARTINEZ, ancien journaliste [de RTL (1967-2001),
l'AFP, le FIGARO, le PARISIEN...